



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04;84.35.42.72

Dossier 2025-136-PC

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

17 JUL. 2025

**Arrêté n° 2025-136-PC imposant des prescriptions complémentaires à la société
PAPREC MEDITERRANEE dans le cadre de modifications des conditions
d'exploitation de ses installations de Saint-Martin-de-Crau**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-217-A du 10 mars 2023 autorisant la société PAPREC MEDITERRANEE à augmenter la capacité de transit, tri et broyage de bois et déchets végétaux, et développer une activité de transit de déchets inertes, de chantiers, ferrailles/métaux et de verre sur son site de Saint-Martin-de-Crau ;

VU le dossier de porter à connaissance de la société PAPREC MEDITERRANEE du 13 décembre 2023 ;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendies et de secours en date du 14 mai 2024 ;

VU les rapports de l'Inspection l'inspection de l'environnement en date du 20 mars et 28 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT que la société PAPREC MEDITERRANEE est autorisée à exploiter une installation de transit et de tri de déchets non dangereux sur la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

CONSIDÉRANT que par courrier du 13 décembre 2023, la société a transmis un dossier de porter à connaissance relatif à la modification du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie et la mise en place d'une activité de transit et regroupement de plâtre ;

.../...

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins, qu'afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale du 10 mars 2023 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PAPREC MEDITERRANEE, autorisée à exploiter des installations de broyage de bois et de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau à l'adresse suivante lieu-dit Francony, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Article modifié

Le dernier paragraphe de l'article 3.1 Mesures d'évitement, réduction et compensation de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 susvisé est modifié comme suit :

« Le bassin d'infiltration sera conçu et le stockage de déchets sera réalisé de façon à ne pas créer de gîtes larvaires (problématique du moustique tigre). Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de l'EID (Entente Interdépartementale pour la Démoustication) pour obtenir plus d'information et conseils. »

Article 3 – Article modifié

L'article 5.1.2 Organisation des stockages de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 susvisé est modifié comme suit :

« Les différents stockages sont organisés conformément au dossier, notamment en ce qui concerne les surfaces et volumes des différents îlots définis dans l'étude de dangers, répartis selon le plan joint en annexe 1 au présent arrêté. »

Article 4 – Article modifié

L'article 5.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 susvisé est modifié comme suit :

« Le confinement des eaux d'extinction incendie se fait par rétention sur voirie d'une capacité de 450 m³ conformément au plan disponible en annexe 2.

Un marquage au sol de l'emprise de la zone de rétention est matérialisé afin de visualiser les voies engins.

En périphérie de cette zone de rétention, un passage de 5m30 est maintenu pour permettre l'accès aux engins de secours en cas de besoin. Ce passage est matérialisé au sol.

Les eaux d'extinction sont dirigées gravitairement vers la zone de rétention sur voirie après fermeture de la vanne de sectionnement située en amont du bassin d'infiltration.

Le transfert des eaux d'extinction se réalisant gravitairement, l'exploitant doit garantir cet écoulement en permanence.

Les accès à la réserve incendie de 360 m³ et au poteau incendie à proximité doivent rester hors d'eau.

L'aire de stationnement de 8 m x 4 m de la réserve incendie de 360 m³ doit rester hors d'eau. »

Article 5 – Article complété

L'article 6.3 Limitation du volume annuel d'activité par nature de déchets de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 susvisé est complété comme suit :

Type de déchets	Volume maximum annuel
Déchets de plâtre	3 000 tonnes

Article 6 – Article complété

L'article 6.4.1 Conception des installations de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 susvisé est complété comme suit :

« Les activités consistent d'une part à la réception, au regroupement, au tri et au transit des déchets de papiers/cartons, plastiques, verre, ferrailles et métaux, déchets non dangereux en mélange, déchets de chantier et déchets inertes, déchets de plâtre et d'autre part au traitement du bois et des déchets végétaux.

Les déchets sont répartis en différents îlots d'entreposage, par nature d'activités, conformément au plan figurant au dossier (joint en annexe 1).

Le traitement consiste au broyage d'une part des déchets de bois de classe A ou de classe B, et d'autre part des déchets verts.

Les activités de transit, regroupement et tri des papiers/cartons, plastiques, déchets de plâtre et déchets non dangereux en mélange se déroulent sous un auvent construit à cet effet. Des filets anti-envols installés sous les vents dominants complètent le dispositif. »

Article 7 – Article modifié

Le troisième paragraphe de l'article 6.4.2 Dispositions d'exploitation de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 susvisé est modifié comme suit :

« Le bassin d'infiltration sera conçu et le stockage de déchets sera réalisé de façon à ne pas créer de gîtes larvaires (problématique du moustique tigre). Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de l'EID (Entente Interdépartementale pour la Démoustication) pour obtenir plus d'information et conseils. »

Article 8 : Publication

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr.

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'[article R. 181-51](#), l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 10 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- La sous-préfète d'Arles,
- Le maire de Saint-Martin-de-Crau,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

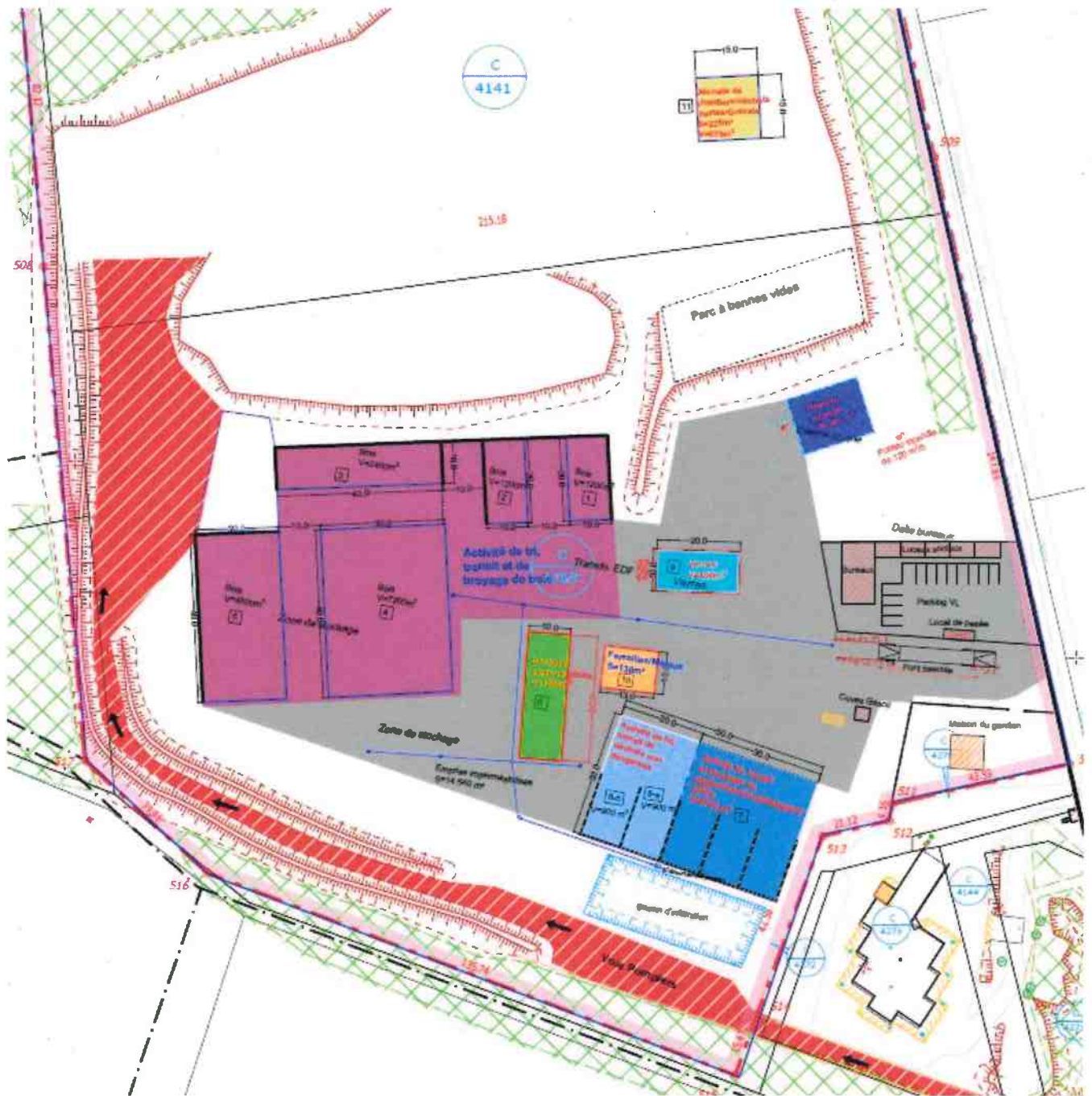
Pour le préfet, la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

Annexe 1 : Plan des installations du site

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
À L'ARRÊTÉ N° 2025-136-PC
DU 17 JUIL. 2025



Zone violette : Activité de transit, regroupement, tri et broyage de bois

Zone verte : Activité de transit, regroupement, tri et broyage de déchets végétaux

Zone bleue : Activité de transit, regroupement de déchets non dangereux et de papiers/cartons, plastiques et plâtre

Zone turquoise : Activité de transit, regroupement de verres

Zone orange : Activité de transit, regroupement, tri de ferrailles/métaux

Zone marron : Activité de transit, regroupement de déchets inertes et de déchets de chantiers

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
À L'ARRÊTÉ N° 2025-136-PC
DU 17 JUIL. 2025

